

Visite en France

du

Premier ministre Brian Mulroney

le 18 novembre 1991

Cahier d'information

Visite en France

du

Premier ministre Brian Mulroney

le 18 novembre 1991



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*

Table des matières

Le Président François Mitterrand	1
Le Premier ministre Édith Cresson	3
Le Président du Sénat, M. Alain Poher	5
Le Premier ministre Brian Mulroney	7
La secrétaire d'État aux Affaires extérieures Barbara McDougall	9
Les relations bilatérales entre le Canada et la France	11
Les relations commerciales entre le Canada et la France	12
La situation politique en France	14
La politique étrangère de la France	15
La situation économique en France	16
Fiche documentaire sur la France	17
Graphiques	19

Le Président François Mitterrand

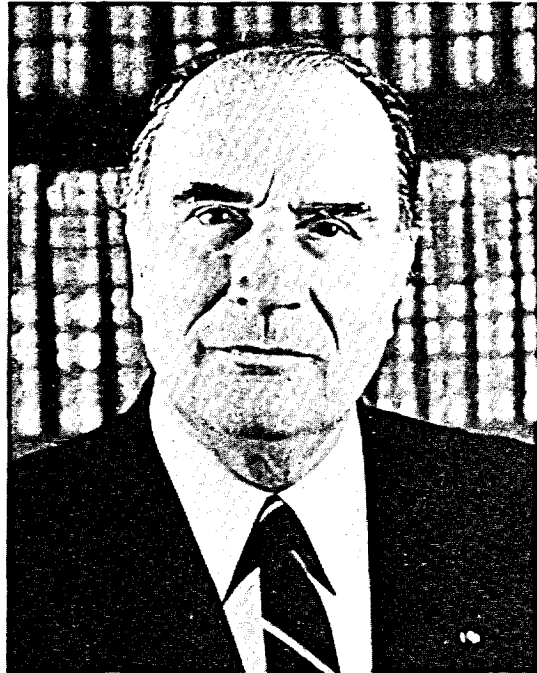
M. François Mitterrand est né le 26 octobre 1916 à Jarnac, en Charente. Après des études de droit, de lettres et de sciences politiques à l'Université de Paris, il a été mobilisé en 1939.

Durant la Seconde Guerre mondiale, son action dans la Résistance lui a valu d'être nommé par le général de Gaulle — alors dans la clandestinité, — secrétaire général aux Prisonniers de guerre, Déportés et Réfugiés. C'est à ce titre qu'il a participé au premier Conseil du gouvernement provisoire formé au lendemain de la libération de Paris en août 1944.

En 1946, il a été élu député de la Nièvre. Sous la IV^e République, de 1946 à 1958, il a participé à de nombreux gouvernements; en 1947, il devenait le plus jeune ministre en fonction depuis un siècle.

En mai 1958, il s'affirme comme l'un des principaux leaders de l'opposition. Lors de l'élection présidentielle de 1965, il se présente sans succès contre le général de Gaulle à la présidence de la République; en 1974, il a été défait de peu par Valéry Giscard d'Estaing; le 10 mai 1981, il a été élu Président de la République.

M. Mitterrand a été réélu le 8 mai 1988.



Le Président Mitterrand a épousé Danielle Gouze en 1944. Ils ont deux fils, Jean-Christophe et Gilbert.



Le Premier ministre Édith Cresson

Née le 27 janvier 1934, M^{me} Édith Cresson est diplômée des Hautes Études commerciales et est docteur en démographie. M^{me} Cresson s'est jointe à la gauche en 1965 en adhérant à la Convention des institutions républicaines de M. Mitterrand. Elle est entrée au secrétariat national du Parti socialiste en 1975 et a été élue maire de Thuré en 1977, puis a été élue au Parlement européen en 1979.

Elle a été ministre de l'Agriculture de 1981 à 1983. Éluée maire de Châtellerault en 1983, elle a ensuite été ministre du Commerce extérieur et du Tourisme. L'année suivante, elle a été nommée ministre du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur, poste qu'elle occupera jusqu'en 1986. M^{me} Cresson a été ministre des Affaires européennes de mai 1988 à novembre 1990. De novembre 1990 à mai 1991, elle a travaillé dans le secteur privé.

M^{me} Cresson a coprésidé la Commission mixte économique franco-canadienne et elle connaît plusieurs premiers ministres provinciaux.



M^{me} Cresson a publié un essai sur son engagement à gauche, intitulé « Avec le soleil ».

Elle est mariée et a deux filles.



Le Président du Sénat M. Alain Poher

Né en 1909 à Ablon-sur-Seine, M. Poher a été élu au Sénat en 1946 et a occupé de nombreuses fonctions. Il a été Secrétaire d'État au Budget (1948-1950), Président de la Commission du Marché commun (1955-1957), Secrétaire d'État aux Forces armées (marine) (1957-1958) et Président du Parlement européen (1966-1969).

M. Poher est Président du Sénat depuis 1968. À ce titre, en tant que second personnage de la République, il a exercé les fonctions de Président de la République lors du départ du général de Gaulle en 1969 et du décès de Georges Pompidou en 1974. M. Poher a été candidat à la présidence en 1969. Membre de l'Union centriste, il fut réélu au Sénat en 1990.

M. Poher est marié et a une fille.



Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.



Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.



**La secrétaire d'État
aux Affaires extérieures
Barbara McDougall**

M^{me} Barbara McDougall est née à Toronto le 12 novembre 1937. Elle a obtenu, en 1960, un baccalauréat ès arts avec spécialisation en sciences politiques et en économie à l'Université de Toronto et est devenue analyste financière agréée en 1973.

Elle a commencé sa carrière professionnelle dans une banque, en tant qu'analyste économique. Puis elle a été analyste de marchés et chroniqueuse financière dans des revues et à la télévision.

Elle a ensuite exercé pendant dix ans les fonctions d'analyste de placements spécialisée dans les produits forestiers. De 1976 à 1981, M^{me} McDougall a été vice-présidente d'une compagnie d'opérations boursières. De 1982 jusqu'à son entrée en 1984 sur la scène politique fédérale, elle a été directrice exécutive du Conseil canadien des analystes financiers.

M^{me} McDougall a été élue au Parlement pour la première fois en septembre 1984 dans la circonscription de St. Paul's, de Toronto. Elle a été réélue dans la même circonscription en novembre 1988.

Elle a été nommée ministre d'État aux Finances dès son entrée en politique. De 1986 à 1988, elle détenait simultanément trois portefeuilles : elle était ministre d'État à la Privatisation, ministre responsable de la Condition féminine et ministre responsable des Affaires réglementaires.

M^{me} McDougall a été ministre de l'Emploi et de l'Immigration de mars 1988 jusqu'à sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en avril 1991.



Elle préside le Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense, et elle fait partie du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification ainsi que du Comité du Cabinet sur l'unité canadienne et les négociations constitutionnelles.

M^{me} McDougall a été présidente de la campagne de souscription de l'Armée du Salut, à Toronto, et elle a siégé au conseil d'administration d'organismes enseignant des connaissances pratiques élémentaires et s'occupant de personnes âgées. Elle a aussi été vice-présidente de la Société Elizabeth Fry de Colombie-Britannique.



Les relations bilatérales entre le Canada et la France

Les relations bilatérales entre le Canada et la France peuvent être qualifiées de fructueuses et chaleureuses.

Au cours des dernières années, les relations franco-canadiennes furent alimentées par plusieurs visites de nos chefs d'État et de gouvernement respectifs. En 1989, les premiers ministres du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick ont effectué en France des visites officielles, qui confirment l'intérêt grandissant du pays pour les régions du Canada. Le Premier ministre y a effectué une visite en 1990, et en 1991, M. Don Getty, premier ministre de l'Alberta, est allé à Paris.

Le Canada et la France collaborent étroitement au sein d'institutions internationales telles que l'ONU, le G-7, la CSCE, la Francophonie et dans le cadre de conférences internationales comme celle d'Ottawa sur les « Cielles ouverts », en février 1990.

Le problème de la pêche et des frontières maritimes a fait l'objet en 1989 d'un accord qui constituait un tribunal d'arbitrage chargé de délimiter des zones maritimes et de rédiger une entente intérimaire sur la pêche. Le tribunal devrait rendre sa décision vers la fin de 1991.

La coopération culturelle se manifeste surtout par des initiatives gouvernementales, comme l'accord culturel de 1965, l'accord de coopération muséologique de 1990 et de nombreux programmes d'échanges, de même que par le dynamisme des créateurs dont les oeuvres sont diffusées dans les deux pays.

Treize centres d'études canadiennes, à Paris et en province, contribuent de diverses façons — colloques, missions de professeurs, échanges d'étudiants, stages professionnels — à faire connaître le Canada en France.

Enfin, le Canada et la France, par leurs accords de coproduction et leur participation commune à TV-5 travaillent en étroite collaboration dans le domaine audiovisuel; il y a eu plus de 300 millions \$ d'investissements en coproductions depuis 1986.

La France a souligné l'importance qu'elle accorde à ce dossier en facilitant l'accès des oeuvres canadiennes au marché français et européen.

Les relations commerciales entre le Canada et la France

En 1990, la valeur du commerce bilatéral entre le Canada et la France s'est élevée à près de 4 milliards \$. Cette année a été marquée par une légère augmentation du déficit de la balance commerciale canadienne qui a atteint 525 millions \$.

Les principaux produits canadiens exportés vers la France sont, par ordre d'importance, de la pâte de bois, de la machinerie, des minerais, du bois et des articles de bois, de même que des produits de la pêche. De son côté, la France exporte au Canada, par ordre d'importance en valeur, des aéronefs et pièces, de la machinerie, des boissons et alcools, du matériel électrique et des imprimés.

Évolution du commerce bilatéral, 1980-1990

Il y a eu au cours de cette période une croissance notable des échanges commerciaux entre le Canada et la France; ils sont passés de près de 2 milliards \$ en 1980 à plus de 4 milliards \$ en 1990.

L'évolution des exportations canadiennes traduit dans son ensemble une certaine progression, avec des secteurs forts et particulièrement prometteurs dans les domaines de la pâte de bois et du papier, des minéraux, du matériel électrique et du matériel de transport. Des diminutions sensibles sont toutefois à signaler dans les catégories des produits chimiques, agricoles et agro-alimentaires.

De fait, les exportations canadiennes vers la France sont concentrées à plus de 50 % dans les cinq catégories de produits suivantes : pâte de bois, 15 %, équipement électrique et mécanique, 14 %, minerais, 12 %, bois, 7 %, produits de la pêche, 5 %.

Les importations canadiennes en provenance de France sont généralement plus diversifiées, et affichent une progression lente mais constante. Les catégories de l'agro-alimentaire (vins, fromages, etc.), du matériel électrique et du

transport (avions, hélicoptères, etc.) qui occupent plus de 50 % du volume, témoignent bien du succès des exportations françaises au Canada.

Progression des investissements Canada - France

C'est dans ce domaine que l'on constate le renforcement considérable de la coopération économique entre nos deux pays. Ainsi, au cours des années 80, la valeur cumulative des investissements français au Canada est passée d'environ 1,3 à 4 milliards \$, ce qui place maintenant la France au quatrième rang de nos sources d'investissement.

Il y a plus de 300 sociétés françaises établies au Canada. Les transactions les plus importantes effectuées récemment sont l'achat de Connaught Biosciences par l'Institut Mérieux (850 millions \$), l'achat de Federal Pioneer par le Groupe Schneider (300 millions \$), les acquisitions diversifiées du Groupe Victoire dans le secteur des assurances (125 millions \$), et la participation de l'Entreprise minière et chimique (EMC) dans l'exploitation de la potasse au Manitoba, projet évalué à plus de 700 millions \$.

Les investissements canadiens en France sont comparativement moins importants, mais ils se maintiennent autour de 5 à 7 % des capitaux étrangers investis en France. Parmi les investissements canadiens majeurs, notons l'achat d'ANF Industries, premier constructeur de matériel ferroviaire français, par Bombardier; la construction d'une usine à Verdun et l'établissement d'un centre de recherches à Paris par Northern Telecom et le succès de Papier Cascades. Environ une centaine de sociétés françaises dépendent à différents degrés de capitaux canadiens.

Tourisme et transport aérien

Près de 450 000 touristes canadiens vont en France chaque année et le nombre de touristes français chez nous, qui était de près de 300 000 visiteurs en 1990, s'accroît d'une manière remarquable. On estime qu'ils ont dépensé plus de 160 millions \$ l'an dernier. La renégociation, en janvier 1991, des accords de transport aérien entre la Canada et la France, qui faciliteront davantage les vols nolisés, devrait renforcer cette tendance.

La situation politique en France

Après avoir partagé le pouvoir pendant deux ans (1986-1988) avec un gouvernement de centre-droite, M. François Mitterrand du Parti socialiste a été réélu Président de la République en avril 1988; il a alors nommé M. Michel Rocard Premier ministre, et aux élections législatives qui ont suivi, le Parti socialiste l'a emporté sans toutefois obtenir la majorité absolue. Confirmé dans ses fonctions de Premier ministre en juin 1988, M. Rocard a pratiqué une politique de rigueur économique accompagnée de réformes sociales.

En mai 1991, M^{me} Édith Cresson a été nommée Premier ministre et un nouveau cabinet a été formé. Le Président Mitterrand entendait ainsi donner un nouveau souffle à la France et la préparer à l'Europe de 1993. M^{me} Cresson a déclaré son intention de relancer l'industrie française, de la rendre concurrentielle avec celles de l'Allemagne et du Japon et de réduire le chômage.

La politique étrangère de la France

La France mène une politique étrangère dynamique dont le processus d'intégration européenne et le renforcement de la Communauté européenne (CE) constituent le cœur. La France a joué un rôle important dans l'adoption de « l'Acte Unique » qui constituera à partir du 31 décembre 1992, un grand pas vers la création d'un marché commun sans barrières.

Par le biais de la coopération politique européenne, la France tend à développer, de concert avec ses partenaires de la CE, des positions communes sur de nombreuses questions; elle travaille étroitement avec l'Allemagne en matière de politique étrangère, comme l'ont démontré à plusieurs reprises les initiatives conjointes Mitterrand-Kohl sur l'Union politique européenne et la sécurité européenne. La France est très active au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et Paris a reçu en novembre 1990 le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CSCE.

Elle s'est également efforcée de maintenir un dialogue étroit avec les pays d'Europe de l'Est, ainsi qu'avec l'URSS, et elle a joué un rôle de premier plan dans la création de la Banque européenne de reconstruction et de développement; c'est d'ailleurs un proche conseiller du Président Mitterrand, M. Jacques Attali, qui en a été élu président.

La France partage l'engagement du Canada à promouvoir la francophonie à l'échelle mondiale. Cet objectif commun a rapproché les deux pays. Paris, en 1986, et Québec, en 1987, ont été le siège des deux premiers Sommets de la Francophonie. Le Président Mitterrand et le Premier ministre Mulroney ont participé ensemble au troisième Sommet qui s'est tenu à Dakar en 1989. Ces sommets ont permis de constater que nos deux pays ont, à bien des égards, un point de vue semblable — qu'il s'agisse du dialogue Nord-Sud ou de la dette des pays les plus pauvres. La France sera l'hôte, du 19 au 21 novembre 1991, du quatrième Sommet de la Francophonie.

La France s'est également faite l'un des promoteurs les plus dynamiques du dialogue Nord-Sud. À plusieurs reprises, le gouvernement français a souligné que l'accroissement de l'aide aux pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est n'entraînerait pas une diminution des crédits et des efforts envers les pays en voie de développement.

Sur la scène mondiale encore, la France est l'un des pays européens qui a le plus contribué aux opérations dans le golfe Persique et elle a fait de nombreux efforts pour tenter de résoudre le conflit cambodgien.

La situation économique en France

Durant la dernière décennie, l'économie française a connu une croissance parmi les plus fortes des pays de l'OCDE; cependant, depuis le début de 1991, celle-ci a beaucoup ralenti. Son taux de croissance de 1,4 % en 1991 est faible, phénomène commun au reste du monde occidental. On estime que la véritable reprise de l'économie n'aura lieu qu'en 1992, et qu'elle sera modeste, entre 2 et 2,5 %. L'inflation, qui est de 3 % environ, est la plus basse des pays du G-7 et elle reste modérée.

Le ralentissement de l'économie a amené le gouvernement à assouplir un peu sa politique de « gestion rigoureuse » sans toutefois la remettre en cause. En effet, pour ne pas affaiblir davantage la croissance, l'objectif initial du déficit budgétaire de 1992 a été légèrement relevé et porté à environ 16 milliards \$. La rigueur budgétaire continue toutefois de s'appliquer aux dépenses publiques. Quant à la politique monétaire, elle vise encore à modérer l'inflation et à maintenir le franc stable tout en s'efforçant d'abaisser les taux d'intérêt.

Les deux grandes priorités gouvernementales sont la lutte contre le chômage et la préparation de la France au grand marché unique de 1993. Dans cette double optique, le gouvernement met l'accent sur des mesures d'aide à l'emploi, l'amélioration de la formation et le renforcement de l'industrie.

Fiche documentaire sur la France

Données générales

Capitale	Paris
Superficie	549 000 km ²
Population	56 millions
Monnaie	Le franc (1 \$ = 5,18 F)
Langue	Français
Fête nationale	Le 14 juillet

Politique

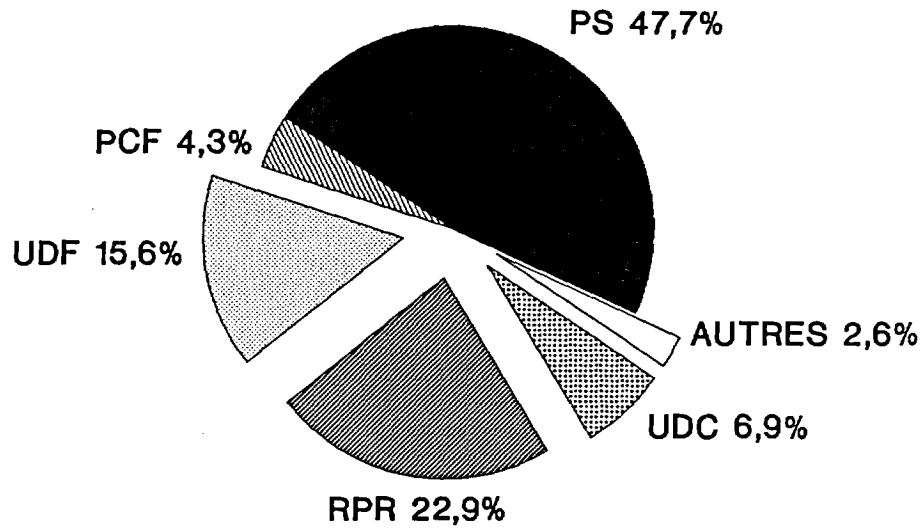
Nature de l'État	République
Nature du régime	Démocratie parlementaire bicamérale
Chef de l'État	Le Président François Mitterrand (PS, réélu pour sept ans en 1988)
Chef du gouvernement	Le Premier ministre Édith Cresson (PS, depuis 1991)
Ministre des Affaires étrangères	M. Roland Dumas (PS depuis 1988)
Principaux partis politiques	Parti socialiste (PS), Rassemblement pour la République (RPR), Union pour la Démocratie française (UDF), Union du centre (UDC), Parti communiste (PCF)
Assemblée nationale	577 membres élus pour cinq ans au suffrage universel direct
Répartition des sièges (juin 1988)	PS et partis associés = 275, RPR et partis associés = 132, UDF et partis associés = 90, UDC et partis associés = 40, PCF et partis associés = 25, autres = 15
Sénat	321 membres élus au suffrage indirect pour neuf ans. Le Sénat est renouvelé du tiers à tous les trois ans.
Répartition des sièges (scrutin de 1989)	RPR = 91, Union centriste des Démocrates de Progrès = 68, PS = 66, Union des Républicains et des Indépendants = 52, Gauche démocratique = 23, PCF = 16, autres = 5
Prochaines élections	Sénatoriales en 1992, législatives en 1993 et présidentielles en 1995

Économie*

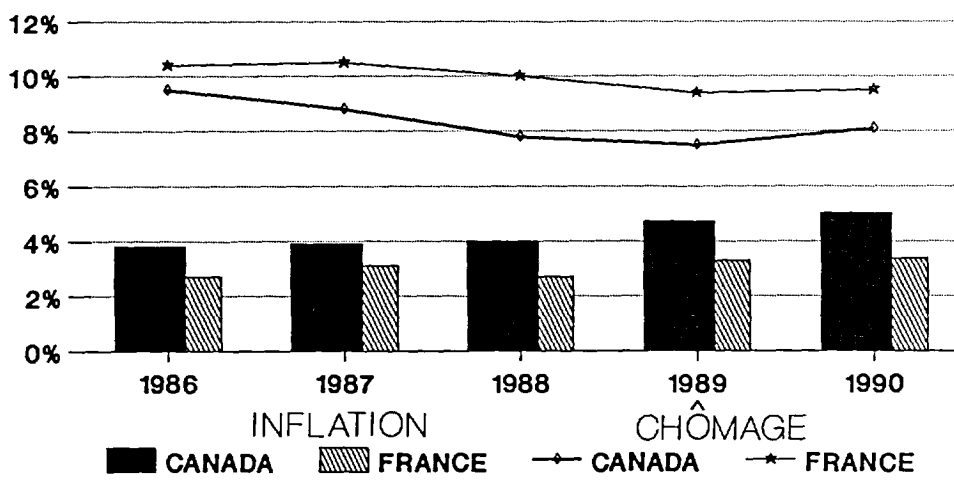
Ministre du Commerce extérieur	M. Dominique Strauss-Kahn (PS, depuis 1991)
Ministre des Finances	M. Pierre Bérégovoy (PS, depuis 1988)
PIB	1 384 milliards \$
PIB par habitant	24 714 \$
Taux de croissance du PIB	2,6 %
Taux de chômage	9 %
Taux d'inflation	3,4 %
Dette nationale totale	382 milliards \$, soit 27,6% du PIB (en 1989)
Déficit budgétaire	1,4 % du PIB
Importations	263 milliards \$ dont 2 milliards \$ du Canada
Exportations	252 milliards \$ dont 2,3 milliards \$ au Canada
Stocks d'investissements directs canadiens en France	1,4 milliard \$ (1989)
Stocks d'investissements directs français au Canada	2,6 milliards \$ (1989)
Représentation canadienne	
Paris	L'ambassadeur Claude T. Charland
Lyon	Le consul Bruno Goulet

* Données de 1990 à moins d'indication contraire.

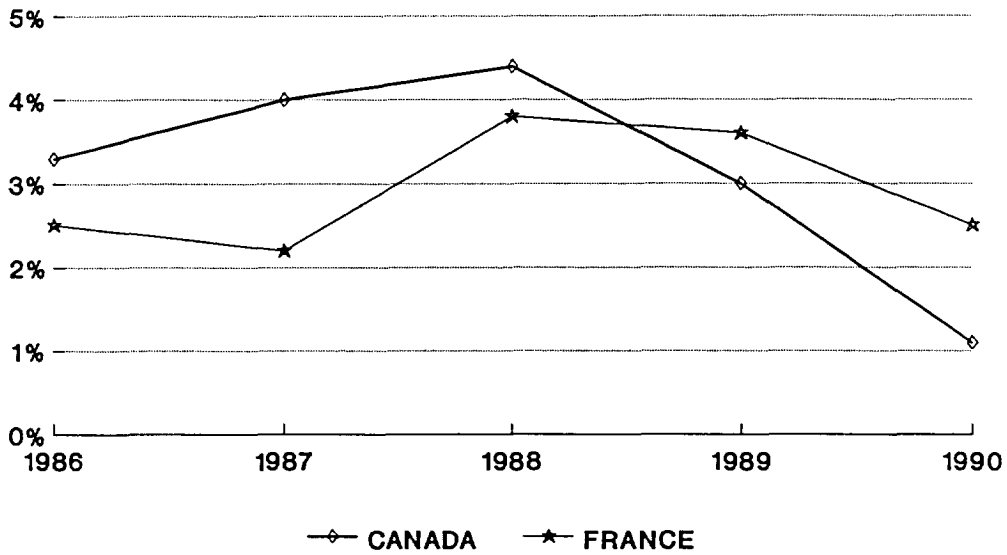
RÉPARTITION DU VOTE SCRUTIN DE 1988



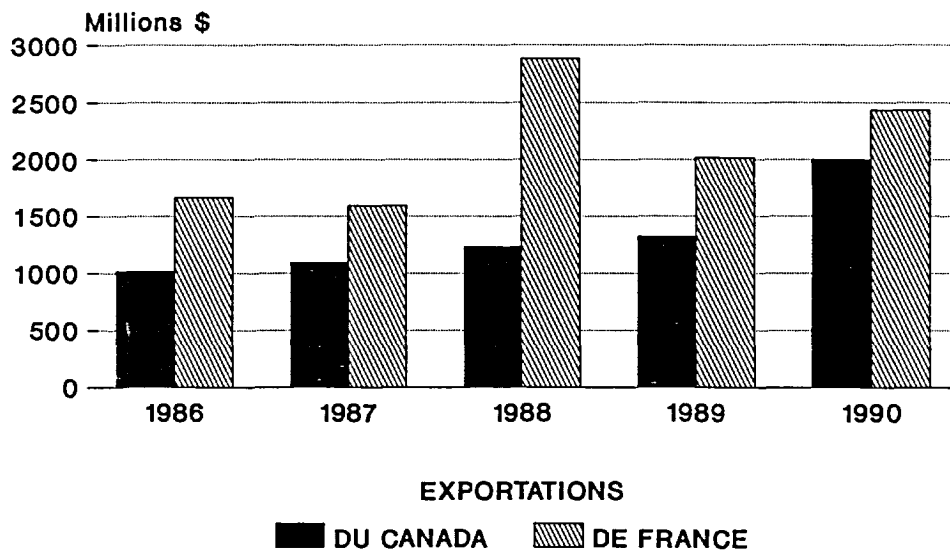
INFLATION ET CHÔMAGE CANADA - FRANCE



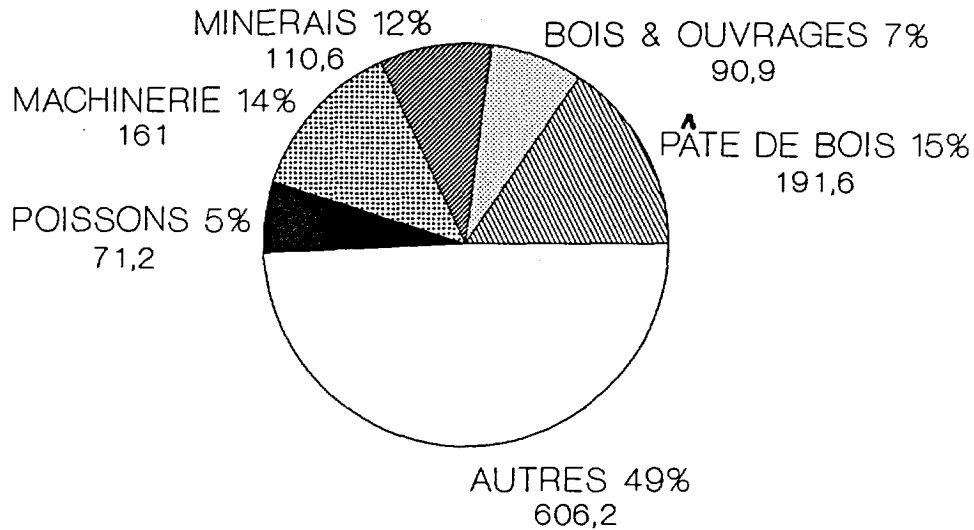
TAUX DE CROISSANCE DU PIB



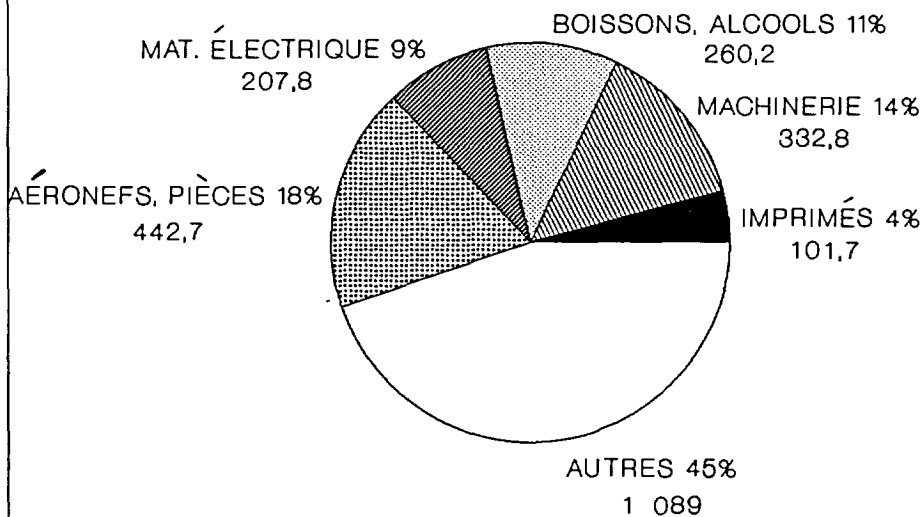
COMMERCE BILATÉRAL CANADA - FRANCE



EXPORTATIONS CANADIENNES EN FRANCE EN 1990 (en millions \$)



EXPORTATIONS FRANÇAISES AU CANADA EN 1990 (en millions \$)



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20099528 3

DOCS

CA1 EA 91V52 EXF

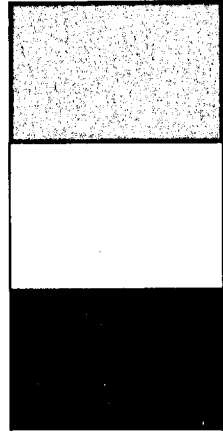
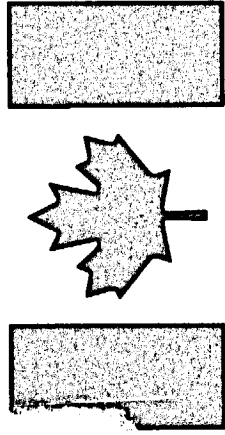
Visit to France by Prime Minister

Brian Mulroney : November 18, 1991

: briefing book. --

51716613

doc
CA1
EA
91V52
EXF



Visit to France

by

Prime Minister Brian Mulroney

November 18, 1991

Briefing Book

b350038x (E)
b3500391 (F)

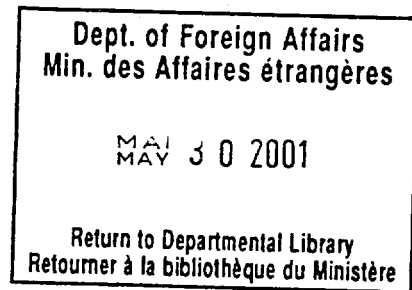
CAI EA 91V39

Visit to France

by

Prime Minister Brian Mulroney

November 18, 1991



61716613ce) b 3500 38x
61716616(F) b 3500 391



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*

Contents

President François Mitterrand	1
Prime Minister Edith Cresson	3
President of the Senate Alain Poher	5
Prime Minister Brian Mulroney	7
Secretary of State for External Affairs Barbara McDougall	9
Canada-France Bilateral Relations	11
Canada-France Trade Relations	12
French Domestic Policy	13
French Foreign Policy	14
The French Economy	15
France: Fact Sheets	17
Graphics	19

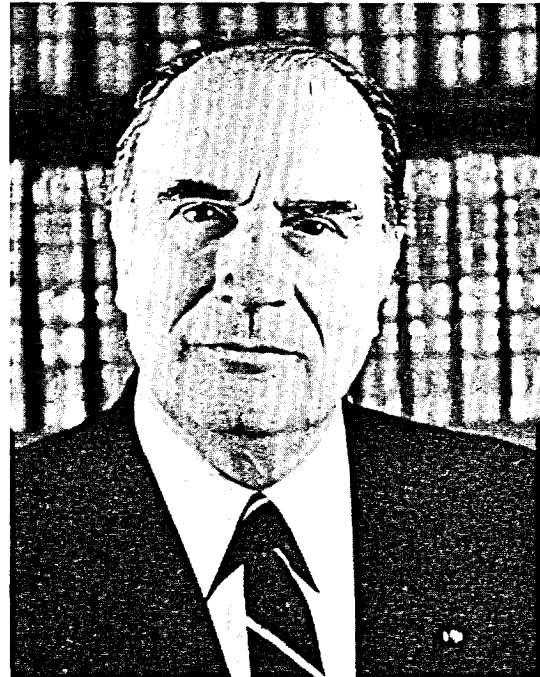
**President
François Mitterrand**

François Mitterrand was born on October 26, 1916, at Jarnac in Charente. After studying law, literature and political science at the University of Paris, he was called up for military service in 1939.

During World War II, Mr. Mitterrand's efforts in the Resistance prompted General de Gaulle to appoint him secretly as secretary-general for prisoners of war, deportees and refugees. In this same capacity, he took part in the first provisional government council of the French Republic following the liberation of Paris in August 1944.

In 1946, Mr. Mitterrand was elected to the National Assembly as member for Nièvre. Under the Fourth Republic of 1946 to 1958, he took part in many governments; in 1947, he became the youngest minister to serve in a hundred years.

In May 1958, he became one of the main leaders of the opposition. In the presidential elections of 1965, he ran unsuccessfully against General de Gaulle; in 1974, he was narrowly defeated by Valéry Giscard d'Estaing; finally, on May 10, 1981, he was elected president of the republic. Mr. Mitterrand was re-elected May 8, 1988.



In 1944, he married Danielle Gouze. They have two sons, Jean-Christophe and Gilbert.



**Prime Minister
Edith Cresson**

Born on January 27, 1934, Edith Cresson is a graduate in the hautes études commerciales and has a doctorate in demography.

Mrs. Cresson joined the Left in 1965 through her participation in François Mitterrand's Republican Institutions Convention, and joined the national secretariat of the Socialist Party in 1975. She was elected mayor of Thuré in 1977, and member of the European Parliament in 1979.

Mrs. Cresson was minister of agriculture from 1981 to 1983. Elected mayor of Châtelleraut in 1983, she was also made responsible for the ministry of international trade and tourism. The following year she became minister of industrial redeployment and international trade, a position she held until 1986. Mrs. Cresson was minister of European affairs from May 1988 to November 1990. From November 1990 to May 1991, she worked in the private sector.

Mrs. Cresson has co-chaired the France-Canada Joint Economic Commission and in that capacity has made the acquaintance of several provincial premiers.



Mrs. Cresson has published an essay entitled "Avec le soleil", on the subject of her commitment to the Left.

She is married and has two daughters.



**President of the Senate
Alain Poher**

Born in 1909 in Ablon-sur-Seine, Alain Poher was elected to the Senate in 1946. He has held numerous offices, notably secretary of state for the budget (1948-50), chairman of the Common Market Commission (1955-57), secretary of state for the armed forces (navy) (1957-58), and president of the European Parliament (1966-69).

Mr. Poher has been president of the senate since 1968. In that capacity, as second in charge, he assumed the duties of president of the republic at the departure of General de Gaulle in 1969 and at the death of Georges Pompidou in 1974. Mr. Poher stood as a candidate for the presidency in 1969. Member of the Centrist Union, he was re-elected to the senate in 1990.

He is married and has one daughter.



**Prime Minister
Brian Mulroney**

Born March 20, 1939, in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a bachelor of arts (honours) degree in political science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a bachelor of law degree from l'Université Laval at Québec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on Aug. 29, 1983, in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was re-elected in the riding of Charlevoix, Quebec, on Nov. 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry.

In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.



Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children: Caroline, Benedict, Mark and Nicolas.



**Secretary of State
for External Affairs
Barbara McDougall**

Born in Toronto on Nov. 12, 1937, Barbara McDougall studied political science and economics at the University of Toronto, where she obtained a bachelor of arts (honours) degree in 1960. She became a chartered financial analyst in 1973.

Mrs. McDougall began her career as an economic analyst in banking. She has also worked as a market research analyst and as a business journalist on national magazines and in television.

For 10 years, Mrs. McDougall was an investment analyst specializing in forest products. From 1976 to 1981, she was vice-president of a securities firm. From 1982 until entering federal politics in 1984, Mrs. McDougall was executive director of the Canadian Council of Financial Analysts.

Mrs. McDougall was first elected to Parliament in September 1984 in the Toronto riding of St. Paul's. She was re-elected in the same riding in November 1988.

In September 1984, Mrs. McDougall was appointed minister of state (finance). Between 1986 and 1988, she held three cabinet posts at the same time: minister of state (privatization), minister responsible for the status of women, and minister responsible for regulatory affairs.

Mrs. McDougall was minister of employment and immigration from March 1988 until her appointment in April 1991 as secretary of state for external affairs.



She chairs the Cabinet Committee on Foreign Affairs and Defence Policy. She is a member of the Planning and Priorities Committee of Cabinet and the Cabinet Committee on Canadian Unity and Constitutional Negotiations.

As a volunteer, Mrs. McDougall chaired the Salvation Army Red Shield Appeal in Toronto. She has also been a director of organizations providing life skills training and serving senior citizens, and was vice-chair of the Elizabeth Fry Society of British Columbia.



Canada-France Bilateral Relations

Bilateral relations between France and Canada may be termed productive and friendly.

In recent years, Canada-France relations have been furthered by a series of visits by our respective heads of state and government. Moreover, official visits by the premiers of Quebec, Ontario and New Brunswick in 1989 confirmed France's growing interest in the regions of Canada. Prime Minister Mulroney paid a visit to France in 1990, as did Premier Don Getty of Alberta in 1991.

France and Canada work together closely both in international institutions such as the UN, the G-7, the Conference on Security and Cooperation in Europe, and La Francophonie and in the context of international conferences such as Ottawa's "Open Skies" Conference of February 1990.

The problem of fishing and maritime boundaries was the object of a 1989 agreement whereby an arbitration tribunal was formed to demarcate the maritime zones and establish an interim fishing agreement. The tribunal will make its ruling known late in 1991.

Cultural cooperation between France and Canada is most evident in government initiatives, such as the cultural agreement of 1965, the museological cooperation agreement of 1990, and numerous exchange programs, as well as in the dynamic interchange of artists and the dissemination of their works in both countries.

Thirteen Canadian-studies centres in Paris and other French cities serve in various ways to promote an understanding of Canada in France — through seminars, visiting professorships, student exchanges and training courses.

Finally, Canada and France are working closely together in the audio-visual field, through co-production agreements and joint participation in TV-5. More than \$300 million has been invested in co-productions since 1986.

France has underscored its interest in cultural cooperation by easing access to Canadian works on the French and European markets.

Canada-France Trade Relations

In 1990 the value of bilateral trade between Canada and France rose to more than \$4 billion. In the same year, the trade deficit on the Canadian side increased slightly to \$525 million.

Canada's main exports to France are, in order of importance, wood pulp, machinery, ores, wood and wood products, and fish products. On its part, France exports to Canada, in order of importance, aircraft and aircraft parts, machinery, alcoholic and other beverages, electrical equipment, and printed matter.

Bilateral Trade Development, 1980-1990

During this period there was notable increase in Canada-France trade, from about \$2 billion in 1980 to over \$4 billion in 1990.

On the whole, development in Canadian exports signifies definite growth, with strength and particular promise in the sectors of pulp and paper, ores, and electrical and transportation equipment. However, it should be noted that appreciable decreases have occurred in chemical, agricultural and agri-food products.

In fact, more than half of Canada's exports to France fall into five categories: pulp, 15%; electrical and mechanical equipment, 14%; ores, 12%; wood, 7%; and fish products, 5%.

Canada's imports from France are generally more diversified and have shown slow but steady growth. The categories of agri-food (wine, cheese, etc.), electrical equipment, and transportation equipment (aircraft, helicopters, etc.) account for more than half of the volume and clearly attest to the success of French exports to Canada.

Investment Growth

It is in this area that a significant strengthening of economic cooperation between the two countries is particularly noticeable. During the 1980s, the cumulative value of French investment in Canada rose from about \$1.3 billion to \$4 billion, placing France fourth among our sources of investment.

More than 300 French companies are now established in Canada. The most remarkable interventions of late are the purchase of Connaught Biosciences by the Institut Mérieux (\$850 million), the purchase of Federal Pioneer by the Groupe Schneider (\$300 million), the diversified acquisitions of the Groupe Victoire in the insurance sector, and the participation of l'Entreprise minière et chimique in potash mining in Manitoba, a project valued at over \$700 million.

Canadian investment in France, though lesser in comparison, consistently accounts for 5-7% of that country's foreign capital. Among the major Canadian interventions are Bombardier's purchase of ANF Industries, France's main builder of railway rolling stock; Northern Telecom's construction of a plant in Verdun and establishment of a research centre in Paris; and the success of Cascades Paper. In all, approximately 100 French companies depend to some extent on Canadian capital.

Tourism and Air Transport

Nearly 450,000 Canadian tourists travel to France each year. Moreover, the number of French tourists visiting Canada is increasing remarkably: almost 300,000 visitors from France spent an estimated \$160 million in Canada in 1990. The renegotiation, in January 1991, of the Canada-France air transport agreements should serve to reinforce this trend, particularly by further facilitating charter flights.

French Domestic Policy

After sharing power for two years (1986-88) with a government of the centre-right, François Mitterrand, a socialist, was re-elected president of the republic in April 1988. He named Michel Rocard as prime minister. In the next parliamentary elections, the Socialist Party won, but did not obtain a majority. Confirmed as prime minister in June 1988, Mr. Rocard pursued a policy of economic restraint accompanied by social reform.

In May 1991, Edith Cresson was named prime minister and a new cabinet was formed. President Mitterrand's aim was to give a fresh impetus to France and to prepare it for the Europe of 1993. Prime Minister Cresson aims to boost French industry, put France on a competitive footing with Germany and Japan, and reduce unemployment.

French Foreign Policy

The process of European integration and a strengthened European Community (EC) are the main thrusts of France's dynamic foreign policy. France played an important part in the adoption of the Single Act, which will be a major step in creating an open common market after December 31, 1992. In keeping with its position on European political cooperation, France tends to develop common positions with its EC partners on many issues.

The Mitterrand-Kohl initiatives on European political union and European security are examples of close ties between France and Germany in foreign policy. France is also active in the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE). In November 1990, the CSCE summit of heads of state and government was held in Paris.

France has also sought to maintain a close dialogue with the countries of Eastern Europe and with the U.S.S.R. France has played a leading role in the creation of the European Bank for Reconstruction and Development. Jacques Attali, a close adviser to President Mitterrand, was elected the bank's president.

France shares Canada's commitment to promote La Francophonie on a world scale. This common objective has brought our two countries closer. Paris in 1986 and Quebec City in 1987 were the sites of the first two summits of La Francophonie. President Mitterrand and Prime Minister Mulroney both participated in the third summit, held in Dakar in 1989. These summits revealed that our two countries share positions on many subjects ranging from North-South dialogue to the indebtedness of the poorest countries. The fourth summit, Le Sommet de Chaillot, will be held in Paris, November 19-21, 1991.

France has become one of the most dynamic advocates of North-South dialogue. The French government has often pointed out that its increased aid to the countries of Central and Eastern Europe would not be at the expense of funding and other efforts for developing countries.

On the world scene again, France was one of the largest European contributors to the Persian Gulf War operations. It has also made many efforts towards resolving the Cambodian conflict.

The French Economy

During the last decade, the French economy was one of the fastest-growing among countries of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). Since the beginning of 1991, however, this has slowed considerably. At 1.4%, growth is weak, a situation common in the western world. It is estimated that real economic recovery, albeit at a modest rate of 2-2.5%, will not occur until 1992. Inflation runs at 3%, the lowest among the seven major industrial democracies (G-7 countries).

The slowdown in the economy has induced the government to relax its policy of "rigorous management." To avoid a further weakening of growth, the initial objective for the 1992 budget deficit has been increased to about \$16 billion. However, public expenditures continue to be limited. The monetary policy remains focused on moderating inflation and on maintaining a stable franc while striving to lower interest rates.

The French government is emphasizing employment assistance measures, improved training and efforts to strengthen industry in order to meet its two main goals of reducing unemployment and preparing France for the single market of 1993.



France: Fact Sheets

General

Capital	Paris
Area	549,000 km ²
Population	56 million
Currency	French franc (\$1 = 5.18FF)
Language	French
National holiday	July 14

Political

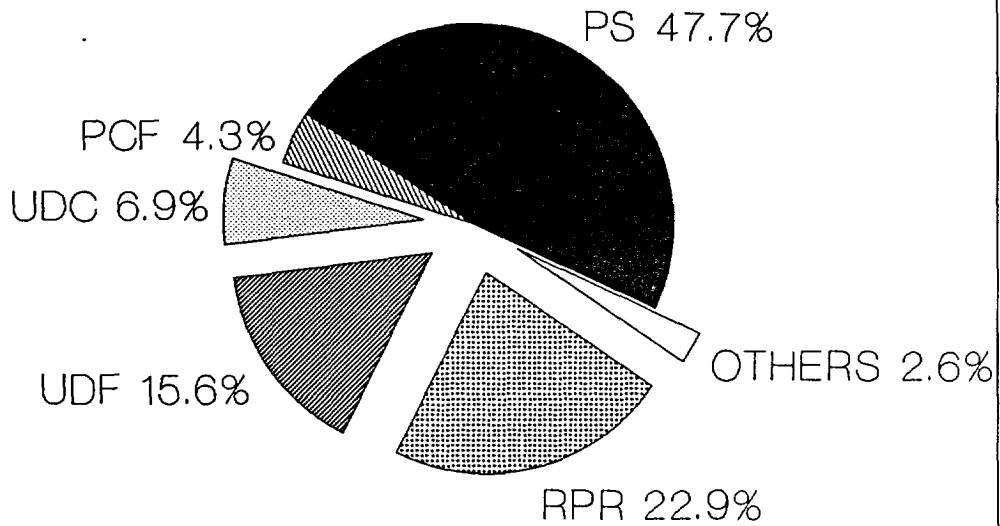
Type of state	Republic
Type of government	Parliamentary democracy, bicameral
Head of state	President François Mitterrand (PS, re-elected in 1988 for seven years)
Head of government	Prime Minister Edith Cresson (PS, since 1991)
Minister of Foreign Affairs	Roland Dumas (PS, since 1988)
Main political parties	Socialist (PS); Rassemblement pour la République (RPR); Union pour la Démocratie française (UDF); Union du centre (UDC); Communist Party (PCF)
National Assembly	577 members elected for five years by universal suffrage.
Distribution of seats (June 1988)	PS and affiliates, 275; RPR and affiliates, 132; UDF and affiliates, 90; UDC and affiliates, 40; PCF and affiliates, 25; others, 15
Senate	321 members elected by indirect vote for nine years with one third of seats renewable every three years.
Distribution of seats (1989)	RPR, 91; Union centriste des démocrates du progrès, 68; PS, 66; Union des républicains et des indépendants, 52; Gauche démocratique, 23; PCF, 16; others, 5
Next elections	Senatorial in 1992, legislative in 1993 and presidential in 1995

Economic*

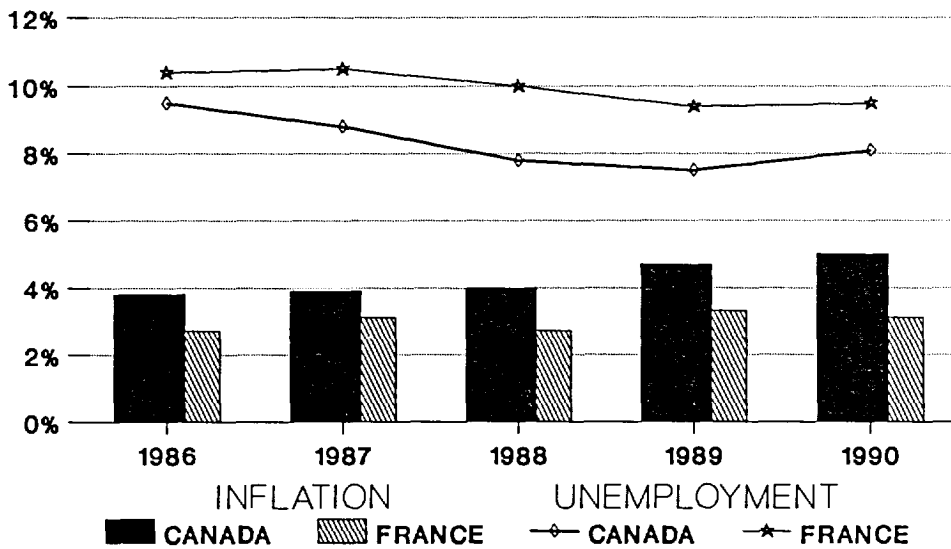
Minister of Foreign Trade	Dominique Strauss-Kahn (PS, since 1991)
Minister of Finance	Pierre Bérégovoy (PS, since 1988)
GDP	\$1,384 billion
GDP per capita	\$24,714
GDP growth rate	2.6%
Unemployment rate	9%
Inflation rate	3.4%
Total national debt	\$382 billion or 27.6% of GDP (1989)
Budget deficit	1.4% of GDP
Imports	\$263 billion of which \$2 billion is imported from Canada
Exports	\$252 billion of which \$2.3 billion is exported to Canada
Canadian direct investment in France	\$1.4 billion (1989)
French direct investment in Canada	\$2.6 billion (1989)
Canadian Representation	
Paris	Ambassador Claude T. Charland
Lyon	Consul Bruno Goulet

* 1990 figures unless otherwise specified

VOTE SHARE BALLOT OF 1988

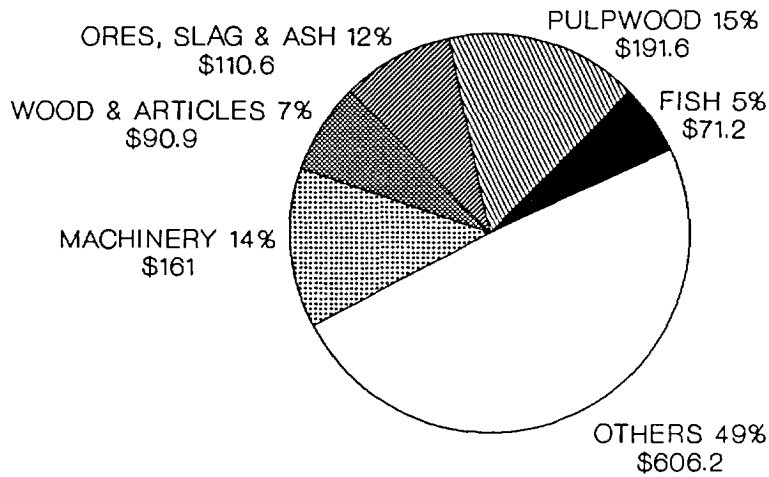


INFLATION & UNEMPLOYMENT CANADA - FRANCE



CANADIAN EXPORTS TO FRANCE IN 1990

(in \$ millions)



FRENCH EXPORTS TO CANADA IN 1990

(in \$ millions)

